

Échanges sur la situation du moment

En ce début septembre, nos échanges ont naturellement tourné autour de la rentrée scolaire, vers le monde du travail et la situation sanitaire.

Une situation un peu irréaliste, entre « normalité » et « anormalité » (masques dans les rues) après des congés encore plus inégaux tout au long d'un été particulier.

Accompagné de chiffres déroutants où se télescopent des données multiples, le plus souvent contradictoires, avec plus de clusters, peu d'admissions en réa, et surtout de nouveaux plans de licenciements, sur un fond d'inquiétudes et d'inégalités perceptibles.

Et on nous parle d'insécurité !

Autour de l'école

Suite aux protocoles de protection et de prévention, leur faisabilité et leur pertinence sont à l'épreuve des lieux, des modalités de la vie scolaire et des fonctions éducatives et sociales.

Une des questions récurrente : que faire en cas d'enfant ou d'enseignant testé positif ?

Les belges ont établi une grille de critères intéressante, autour de la notion de bas risque (enfants sans symptômes considérés comme non contaminants) jusqu'à haut risque.

Sur le masque dont le port n'est pas évident tant pour les enfants que pour les enseignants, les directives scolaires semblent contradictoires. Pourquoi faut-il un masque puisqu'on dit que les enfants ne sont pas malades ou peu contaminants ?

La gestion scolaire serait meilleure si elle était plus locale car un nombre de contaminations ne dit rien. Cela dépend si les enfants sont symptomatiques ou pas, si les locaux sont vastes ou pas, etc.

Mais s'il est vrai que l'initiative locale est source d'interprétations et d'adaptations, elle expose les décideurs locaux à plusieurs niveaux et types de responsabilités. Les polémiques, la judiciarisation inhibent la responsabilité assumée et les prises de risques appréciées.

D'autant qu'on ne sait pas, du moins pour notre part, quel est le statut « juridique » d'un protocole : un texte à appliquer à la lettre ou une aide à la décision ?

Les enseignants seraient aidés et soutenus par un document national qui donnerait les grandes lignes. De même que les médecins semblent aussi perdus sur des conduites forcément différentes selon les personnes.

Un des enjeux importants est donc la question de l'adhésion sociale ou de la « servitude volontaire » ? Peut-on, doit-on refuser localement des incohérences et des injonctions contraires à ce qu'il faut faire...

Les questions pédagogiques sont occultées par les appréhensions liées ou véhiculées au plan sanitaire. A-t-on fait un bilan des conditions, modalités et évolutions pédagogiques des enseignements à distance durant la période confinement ? De la place et du rôle des parents dans tout l'effort consenti d'aide scolaire à domicile. Des enseignants soucieux de maintenir ou rétablir les liens, de s'adapter malgré leurs conditions et niveaux d'impréparation.

Cette rentrée est loin d'être normale, dans un contexte tout aussi incertain, sans avoir fourni aux enseignants les outils nécessaires (comme le dédoublement des classes absolument pas

¹ Réalisé à partir des synthèses de notes prises par Patrick Lamour lors de nos échanges.

² Omar Bixi, Jean Marie Fardeau, Patrick Lamour, Georges Picherot, Marc Schoene.

anticipé). Sans compter la brûlante question des inégalités sociales face à l'école (« les éloignés, les décrocheurs »...). Une majorité d'enfants de milieux sociaux différents déscolarisés au sens habituel depuis la mi-mars. .

Le monde du travail

Il est temps que des négociations s'ouvrent sur les nouvelles conditions et organisations du travail (télétravail, annonces de remise en cause des temps de travail...). Les collectifs de travail sont en danger !

Au plan sanitaire

- La perspective d'un vaccin sûr et accessible à tous semble s'éloigner.
- On parle peu des traitements en ambulatoire et plus des techniques en milieu hospitalier.
- On insiste sur la prévention par le masque.
- Un pôle d'épidémiologistes et de médecins de santé publique se structure et s'exprime sur des positions modérées et prudentes.
- Dans les EPADH, on préfère mourir du Covid que de l'isolement.
- Médiapart se fait le relais d'une demande en justice sur des décès liés au Covid : « pourquoi lui et pas moi ? » . Une question complexe...
La judiciarisation de la santé a toujours été un facteur qui contourne la démocratie car cela tue le débat et les luttes sociale. Comme pour l'amiante, on indemnise... et on continue avec d'autres produits substitutifs.

Le Ségur

- Un courrier interne à la DGS sollicite ses collaborateurs pour travailler sur un « Ségur de Santé Publique ». Quelle belle initiative en espérant qu'elle ne laisse pas trop de côté tous les acteurs de santé publique.
- Un parmi de nombreux collectifs, le « collectif santé en danger » (150 000 adhérents, interprofessionnel et plurisectoriel) réclame la poursuite du Ségur.

La pandémie a bouleversé l'ordre mondial et nos quotidiens. Elle révèle au grand jour plus de dysfonctionnements autant que d'initiatives prometteuses.

Le fond du débat va au-delà de la crise sanitaire, c'est la question de l'aggravation des inégalités, dans les écoles, au travail, dans les quartiers, problématique au cœur de la Promotion de la Santé.

Cette pandémie, selon la stratégie du choc, conceptualisée par Mélanie Klein³, peut être saisie par les dominants de ce monde, pour accélérer et réaliser leurs nouvelles régulations au service de la politique néolibérale, aggravant ainsi le sort des plus vulnérables : personnes, groupes sociaux et pays. Ils veulent nous installer dans une normalité qui reconduit l'ancien monde, avec plus de contrôle social, qui plus est , au nom de notre santé !

NB Nous proposons d'attribuer le prix « des plus grosses bêtises » à Mr Martin Hirsch, le DG du plus gros ensemble hospitalier (l'Assistance Publique de Paris), qui a pu prendre le temps d'écrire un livre plein d'infos, du genre : « *pourquoi les infirmières sont si mal payées, il n'y a pas assez de lits de réanimation, ceux qui ont fait l'effort pendant la crise sont les étudiants...* ».

³ <https://la-bas.org/la-bas-magazine/chroniques/naomi-klein-le-coronavirus-du-capitalisme>